

AD.

- 1 -

L. 12.568/2.

Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre des Affaires économiques, le 30 avril 1976, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur l'exploitation à ciel ouvert des substances minérales classées dans les minières et carrières", a donné le 22 septembre 1976 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e april 1976 door de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Economische Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van "ontgrondingenwet betreffende de delfstoffen gerangschikt onder het regime van de graverijen en groeven" heeft de 22e september 1976 het volgend advies gegeven :

25 X 76

OBSERVATIONS GENERALES.

Le Gouvernement soumet simultanément à l'avis du Conseil d'Etat les projets de deux lois qui ont l'une et l'autre pour objet de modifier les lois coordonnées sur les mines, minières et carrières.

La réunion éventuelle de ces deux projets et leur coordination avec les textes maintenus en vigueur seraient souhaitables. Elles poseraient cependant des problèmes qui risqueraient de retarder exagérément le vote de l'un et l'autre projet.

Le moment venu, une coordination pourrait être demandée au Bureau de coordination du Conseil d'Etat en application de la loi du 13 juin 1961 relative à la coordination et à la codification des lois. Si l'établissement d'un véritable code des mines, minières et carrières exigeait des modifications dépassant une simple coordination, l'ensemble du texte pourrait être soumis au législateur pour ratification.

*

Il conviendrait que le projet soit contresigné par tous les ministres dans les attributions desquels entrent certaines matières réglées par le projet.

*

.../...

EXAMEN DES ARTICLES.Article 1er.

La fin de cet article doit se lire comme suit :

"... par les articles 3 et 4 des lois sur les mines, minières et carrières coordonnées le 15 septembre 1919".

Les guillemets introduits dans cet article et dans un certain nombre d'autres dispositions du projet sont superflus.

*

De l'accord du délégué du Gouvernement, le chapitre II s'intitulerait plus exactement : "Des permis d'exploitation".

Article 2.

Les intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été exprimées dans l'exposé des motifs et confirmées

.../...

par le délégué du Gouvernement seraient, de l'accord de celui-ci, exprimées plus clairement dans la forme suivante :

"Article 2. -

Les permis d'exploitation ne sont délivrés que :

- 1° dans les zones d'extraction ou dans les extensions de zones d'extraction prévues par les plans d'aménagement établis en application de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme;
- 2° dans les zones où l'exploitation est utile pour réaliser l'affectation donnée par les plans d'aménagement en application de la même loi".

Article 3.

Le projet institue une procédure particulière de révision des plans d'aménagement. Dans un souci de concordance, il est préférable d'insérer ces dispositions dans la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Le prescrit de l'article 3, amendé, devrait faire l'objet d'un article 43bis de cette loi, comme il sera proposé plus loin (chapitre IX).

Article 4.

Cette disposition qui concerne les exploitations temporaires pose des problèmes de même nature que l'article 14 qui a trait aux permis d'exploitation et aux permis de modification du relief du sol. Elle sera examinée ci-après, à l'occasion de l'examen dudit article 14.

Article 5.

§ 1er. De l'accord du délégué du Gouvernement, il est proposé de rédiger ce paragraphe comme suit :

"§ 1er. Des commissions régionales et des commissions provinciales pour l'exploitation à ciel ouvert des mines et carrières sont instituées par le Roi.

Le Roi détermine la composition et le fonctionnement de ces commissions. Il peut leur conférer d'autres attributions que celles qui sont prévues par la présente loi.

Les arrêtés royaux sont pris sur proposition des ministres ayant respectivement les mines, minières et carrières, l'aménagement du territoire, l'agriculture, les forêts et l'environnement dans leurs attributions".

§ 2. Il n'est pas souhaitable d'introduire dans un texte législatif définitif une référence à la loi du 1er août 1974 créant des institutions régionales à titre préparatoire à l'application de l'article 107quater de la Constitution. Un système plus souple est proposé, qui consisterait à donner au Roi le pouvoir de créer des commissions régionales et de déterminer leur compétence territoriale.

.../...

Le § 2 pourrait dès lors être rédigé comme suit :

"§ 2. Le Roi peut créer des commissions régionales dont Il détermine le fonctionnement et la compétence".

Article 6.

En raison des modifications qu'il est proposé d'apporter aux articles 3, 4 et 14 du projet, il est d'autant moins souhaitable de maintenir les compétences prévues sub b) et d), que l'énumération est exemplative et non limitative et que l'article 5, § 1er, donne au Roi le pouvoir d'étendre les compétences des commissions régionales.

Compte tenu de cette observation, l'article 6 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 6.-

Les commissions régionales ont notamment pour mission :

- a) d'établir un programme ...
- b) d'informer les ministres ...
- c) de donner un avis ... à l'occasion de travaux d'infrastructure".

Article 7.

Au premier alinéa de cet article, il est proposé de remplacer l'expression "peut faire des suggestions" par "peut faire des propositions".

.../...

Article 8.

Il est proposé de remplacer aux alinéas 3 et 6 le mot "permissionnaire" par les mots "titulaire du permis".

Article 13.

Le début de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Le Roi peut fixer ...".

Article 14.

Le projet unifie la procédure de délivrance du permis d'exploitation et du permis de modification du relief du sol prévus par l'article 44 de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Ces deux permis seront accordés par un seul arrêté de la députation permanente ou, le cas échéant, du collège du conseil d'agglomération. La délivrance du permis visée à l'article 44 fera donc l'objet d'une procédure dérogatoire au droit commun.

.../...

A cet égard, il serait préférable, pour éviter le cumul de procédures, de ne pas limiter cette procédure dérogatoire au seul cas de modification du relief du sol mais de l'étendre à toutes les hypothèses visées par l'article 44.

Toute l'économie de la loi organique précitée, en ce qui concerne la délivrance des permis, repose sur la double intervention du collège des bourgmestre et échevins et du fonctionnaire délégué de l'urbanisme.

Ce système s'inspire d'un souci de décentralisation, la commune étant la mieux informée de la situation locale, et de coordination, celle-ci incombant à l'administration de l'urbanisme.

Dans la procédure ordinaire, telle qu'elle est réglée par les articles 45, 46, 53 à 55 de la loi organique, la décision appartient au premier degré au collège, sous le contrôle du fonctionnaire délégué. La députation permanente est, le cas échéant, saisie en degré d'appel et la décision en dernier ressort appartient au Roi. En vertu de l'article 55, § 2, de la loi organique, le collège et le fonctionnaire délégué peuvent, au même titre que le demandeur, saisir le Roi d'un recours.

.../...

La loi organique, en son article 48, institue une procédure dérogatoire lorsqu'il s'agit de permis sollicités par certaines personnes de droit public ou de l'établissement d'installations, lignes et canalisations d'utilité publique. En ce cas, le pouvoir de décision est transféré au ministre ou au fonctionnaire délégué, mais le collège doit néanmoins être consulté.

Jamais le collège d'agglomération n'intervient dans la délivrance des permis.

Le fait que le projet instaure une nouvelle procédure dérogatoire ne suscite, en lui-même, pas d'objection de principe, mais il appelle deux observations, l'une de forme, l'autre de fond.

En la forme, la nouvelle dérogation devrait être mentionnée dans la loi organique et faire l'objet d'un article 48ter, le projet modifiant d'autres dispositions des lois sur les mines, minières et carrières (L.12.569/2) y insérant déjà un article 48bis.

Quant au fond, la dérogation proposée par le projet aurait pour effet de transférer le pouvoir de décision à la députation permanente ou au collège d'agglomération sans que ni le collège des bourgmestre et échevins, ni le fonctionnaire délégué ne soient associés à l'examen de la demande, ce qui irait à l'encontre des objectifs et de l'économie de la loi organique.

.../...

Pour prévenir cet inconvénient, il est, dès lors, proposé, de l'accord du délégué du Gouvernement, d'insérer à l'article 14 du projet des dispositions prévoyant la consultation préalable du collège et du fonctionnaire délégué et conférant à ceux-ci le droit d'appel.

De plus, il convient de reproduire à l'article 14 du projet la garantie de motivation et les possibilités de dérogation prévues à l'article 55 de la loi organique.

Par ailleurs, l'article 14 donne délégation au Roi pour fixer la procédure relative à l'autorisation d'exploitation temporaire, telle qu'elle est prévue à l'article 4. Cette procédure se distingue de celle qui concerne le permis d'exploitation définitif ou provisoire visé à l'article 2, procédure à laquelle elle se substitue. En revanche, à la différence de ce que prévoit l'article 14 du projet pour le permis d'exploitation, cette procédure n'inclut pas la délivrance du permis prévu par l'article 44 de la loi organique de l'aménagement du territoire, de telle sorte que, dans le silence de la loi, ce permis resterait requis conjointement à l'autorisation d'exploitation temporaire et devrait être obtenu selon la procédure ordinaire.

Il n'apparaît pas que telle soit l'intention du Gouvernement.

.../...

Afin d'éviter cette double procédure, il conviendrait de compléter le texte de l'article 4 dans le sens proposé ci-après.

Au surplus, pour respecter l'économie générale de la loi organique, il y a lieu d'imposer la consultation préalable de la commune.

Compte tenu de ces observations, les articles 4 et 14 devraient être rédigés comme suit :

"Article 4.-

L'exploitation temporaire peut être autorisée par arrêté ministériel dans une zone qui n'a pas reçu une affectation d'extraction au plan de secteur, lorsque cette exploitation n'a lieu que pendant cinq ans au maximum et lorsque l'état du site après l'exploitation permet l'affectation prévue au plan de secteur.

Cet arrêté ministériel est pris conjointement par les ministres ayant respectivement l'aménagement du territoire, les mines, minières et carrières et, le cas échéant, l'agriculture ou les forêts dans leurs attributions et à la demande de la commission régionale pour l'exploitation à ciel ouvert des minières et carrières, ou celle-ci entendue, et fixe les conditions particulières d'exploitation dont il est fait mention à l'article 14.

Il tient lieu du permis d'exploitation visé à l'article 1er et du permis prévu par l'article 44 de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Le collège des bourgmestre et échevins émet, au préalable, son avis dans les trente jours. Si ce délai n'est pas respecté, l'avis est réputé favorable".

.../...

"Article 14.-

§ 1er. Le permis d'exploitation et le permis prévu par l'article 44 de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, sont accordés par un seul arrêté de la députation permanente du conseil provincial ou, le cas échéant, du collège de l'agglomération bruxelloise, sur avis de la commission provinciale.

Cet arrêté peut être modifié, suspendu ou retiré, le cas échéant, par l'autorité qui a octroyé le permis.

Le fonctionnaire délégué visé à l'article 45, § 1er de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, l'ingénieur des mines et le collège des bourgmestre et échevins émettent au préalable leur avis dans les trente jours. Si ce délai n'est pas respecté, l'avis est réputé favorable.

§ 2. Un recours au Roi contre les décisions de l'autorité compétente est ouvert au demandeur, aux tiers intéressés, au fonctionnaire délégué de l'administration de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, au collège des bourgmestre et échevins et aux membres de la commission provinciale.

§ 3. La procédure et les modalités d'octroi, de refus, de modification, de suspension, de retrait des permis et de recours sont définies par le Roi.

§ 4. Les décisions de la députation permanente et du Roi sont motivées.

Le permis peut être refusé pour les motifs, être assorti des conditions, ou consentir les dérogations prévus aux articles 45, 46 et 51 de la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

§ 5. Le Roi fixe la procédure d'octroi, de refus, de modification, de suspension, ou de retrait de l'arrêté ministériel dont il est question à l'article 4, alinéa 1er".

.../...

Article 15.

De l'accord du délégué du Gouvernement, il conviendrait de rédiger comme suit l'alinéa 2, c, de cette disposition : "c) le cautionnement visé à l'article 16".

*

L'intitulé du chapitre VII devrait être rédigé comme suit : "Du cautionnement et des conditions générales d'exploitation".

Articles 16 et 17.

De l'accord du délégué du Gouvernement, il est proposé de rédiger ces articles comme suit :

"Article 16.

Le titulaire d'un permis d'exploitation est tenu de fournir avant le commencement des travaux un cautionnement destiné à assurer l'exécution de ses obligations en matière de réaménagement du site. Ce cautionnement consistera en la garantie solidaire et irrévocable d'un organisme financier agréé par la députation permanente du conseil provincial ou par le collège de l'agglomération bruxelloise, selon le cas, à concurrence du montant déterminé par application du présent article.

Le Roi établit le mode de calcul du cautionnement.

Article 17.

Le Roi détermine les modalités de décharge partielle ou totale octroyée par la députation permanente du conseil provincial ou par le collège de l'agglomération bruxelloise, selon le cas, à l'exploitant qui a satisfait à toutes ses obligations en matière de réaménagement du site ainsi que les modalités d'appel à la caution lorsque la même autorité constate le non-respect de ces obligations.

.../...

Un recours est ouvert à l'exploitant contre les décisions prises en cette matière. Le Roi détermine les modalités de ce recours".

Article 19.

Les intentions du Gouvernement seraient, d'après son délégué, mieux traduites si l'alinéa 1er du § 1er était rédigé comme suit :

"Outre cette pénalité, le tribunal ordonne à la demande du fonctionnaire désigné par le Roi ou, selon le cas, de la députation permanente du conseil provincial ou du collège de l'agglomération bruxelloise, du commun accord du fonctionnaire et de la députation permanente ou du collège dans les cas visés au b) :

- a) soit la remise en état des lieux;
- b) soit l'exécution de travaux d'aménagement;".

Au § 2, il y a lieu de remplacer les mots "le collège du conseil d'agglomération de Bruxelles" par les mots "le collège de l'agglomération bruxelloise".

Article 20.

Le début de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Indépendamment des officiers de police judiciaire ...".

Article 21.

De l'accord du délégué du Gouvernement, l'alinéa 1er serait plus clairement rédigé comme suit :

.../...

"Le fonctionnaire désigné par le Roi, ou selon le cas, la députation permanente du conseil provincial ou le collège de l'agglomération bruxelloise, peut poursuivre devant le tribunal de première instance :

- a) soit la remise en état des lieux;
- b) soit, mais du commun accord du fonctionnaire et de la députation permanente ou du collège, l'exécution de travaux d'aménagement".

Au second alinéa, il y a lieu d'écrire : "soit séparément d'elles ...".

Article 22.

De l'accord du délégué du Gouvernement, aux quatrième et cinquième alinéas, les mots "de la décision de confirmation" doivent être supprimés.

Le texte néerlandais de ce même alinéa 4 devrait débiter comme suit :

"De hiervoren genoemde officieren, ambtenaren en beambten zijn gemachtigd tot het nemen van alle maatregelen, verzegeling inbegrepen, om te voorzien in ...".

Par ailleurs, la fin de l'avant-dernier alinéa de l'article devrait être rédigée comme suit :

"... ou de l'ordonnance du président, est puni d'un emprisonnement de huit jours à un mois, indépendamment des peines prévues à l'article 18".

CHAPITRE IX.

Ainsi qu'il a été observé sous l'article 3, il y a lieu d'introduire dans la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, un article 43bis reprenant le prescrit de cette disposition. Il convient cependant d'apporter à ce texte des modifications justifiées par les observations ci-après.

.../...

1. Aux termes de l'article 43, alinéa 4 de ladite loi, "les dispositions réglant l'établissement des plans d'aménagement sont applicables à leur révision".

A la différence de l'article 3 du projet, l'article 43bis proposé par le Conseil d'Etat ne contient, dès lors, de référence à l'article 9 de cette loi que pour la dérogation qu'il apporte à la procédure normale en ce qui concerne les délais, cette procédure demeurant de plein droit en vigueur, pour le surplus, en vertu de l'article 43, alinéa 4.

2. La réduction des délais de procédure envisagée à l'article 3, telle qu'elle est justifiée par l'exposé des motifs, appelle deux observations.

Certes, tout arrêté par lequel le Roi décide d'initiative la révision d'un plan d'aménagement doit être motivé en vertu de l'article 43, alinéa 1er, de la loi organique.

La réduction des délais de procédure devrait néanmoins, en raison de la gravité de cette mesure, faire l'objet d'une motivation spécifique.

De plus, il conviendrait d'imposer une limite légale à la réduction des délais, afin d'éviter que cette réduction aboutisse à priver les formalités légales de leur utilité, qu'il s'agisse de l'enquête publique ou des consultations.

.../...

3. Suivant l'article 3, alinéa 2, du projet :

"La révision visée à l'alinéa précédent est réalisée conformément aux dispositions de l'article 9, alinéas 3, 4, 5 et 7 de la loi organique de l'aménagement du territoire et l'urbanisme, les délais prévus par ces dispositions pouvant être réduits par le Roi".

Cette disposition n'a pas été reprise dans l'article 43bis proposé par le Conseil d'Etat pour les motifs suivants

L'article 2 du projet, tel qu'il est commenté par l'exposé des motifs, se réfère à deux hypothèses dans lesquelles un permis définitif d'exploitation pourra être délivré : l'existence d'une zone d'extraction (arrêté royal du 28 décembre 1972, article 17, n° 6.3.) ou d'une extension de zone d'extraction (même arrêté, article 18, n° 7.1.), figurant au plan de secteur, ou encore l'existence d'une zone où l'exploitation est utile pour réaliser l'affectation reprise au plan d'aménagement.

Dans cette dernière hypothèse, le plan d'aménagement visé est souvent un plan communal dans les limites duquel l'exploitation ne se justifie qu'à titre préparatoire. Il n'apparaît pas nécessaire, en pareil cas, de conférer au Roi, en dehors des circonstances déjà prévues par l'article 43, le pouvoir d'ordonner d'office la révision d'un tel plan, puisque l'exploitation est, par hypothèse, inscrite dans les modalités de sa réalisation, telles qu'elles découlent de sa teneur actuelle.

.../...

Dans l'hypothèse où l'exploitation coïncide avec la délimitation d'une zone d'extraction ou d'une extension de zone d'extraction figurant au plan de secteur, tel que celui-ci sera éventuellement révisé, il apparaît inutile de permettre au Roi, par une disposition spéciale, d'ordonner d'office la révision des plans d'aménagement communaux ou des permis de lotir relatifs à la même zone, l'article 43, alinéa 3, disposant déjà que le Roi peut prescrire d'office la révision de tels plans ou permis lorsque : "1. Le plan communal ou le permis de lotir n'est plus conforme à un plan régional ou de secteur ayant acquis valeur réglementaire".

Par ailleurs, en vertu de l'article 2, § 2, de la loi organique, dès le moment où le projet de plan de secteur est approuvé par arrêté ministériel, celui-ci suspend l'effet des plans d'aménagement communaux précédemment approuvés, dans la mesure où leurs prescriptions ne sont plus conformes à celles de ce projet.

Compte tenu de ces observations et de celles qui ont été faites ci-dessus à propos des articles 4 et 14, le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour l'article ayant pour objet, dans le chapitre IX du projet, d'insérer un article 43bis et un article 48ter dans la loi organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

"Article

Un article 43bis et un article 48ter rédigés comme suit sont insérés dans la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

.../...

Article 43bis.

A la demande de la commission régionale pour l'exploitation à ciel ouvert des minières et carrières, ou celle-ci entendue, et sur proposition conjointe des ministres ayant respectivement dans leurs attributions l'aménagement du territoire et l'urbanisme et les mines, minières et carrières, le Roi peut décider la révision de tout ou partie d'un plan de secteur en vue d'y prévoir une zone d'extraction ou une extension de zone d'extraction.

En ce cas, l'arrêté royal prescrivant la révision peut, à condition d'être motivé sur ce point, réduire les délais prévus à l'article 9, alinéas 4 et 5, sans que ceux-ci puissent, toutefois, être inférieurs à trente jours pour l'enquête publique et l'avis de la commission consultative régionale, et à quinze jours pour l'avis des députations permanentes et des conseils communaux.

Article 48ter.

Par dérogation à l'article 44, le permis est délivré de la manière prévue à l'article 14 de la loi du . sur l'exploitation à ciel ouvert des substances minérales classées dans les minières et carrières, lorsqu'il est demandé conjointement avec un permis d'exploitation ou une autorisation d'exploitation temporaire".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

De Regering vraagt tegelijkertijd 's Raads advies over de ontwerpen van twee wetten die beide strekken tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen.

Het beste zou zijn beide ontwerpen samen te voegen en ze te coördineren met de teksten die in werking blijven. Maar dat zou zodanige problemen opleveren, dat de goedkeuring van beide ontwerpen overdreven vertraging kan oplopen.

Te gelegener tijd zou het Coördinatiebureau van de Raad van State om een coördinatie van de teksten kunnen worden verzocht op grond van de wet van 13 juni 1961 betreffende de coördinatie en de codificatie van wetten. Zou het tot stand brengen van een echt wetboek van de mijnen, graverijen en groeven wijzigingen noodzakelijk maken die verder reiken dan een gewone coördinatie, dan kan voor de tekst in zijn geheel bekrachtiging worden gevraagd aan de wetgever.

*

Het ontwerp dient medeondertekend te worden door alle ministers tot wier bevoegdheid bepaalde door het ontwerp geregelde aangelegenheden behoren.

*

.../...

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.Artikel 1.

In dit artikel moet worden gelezen :

"... die onder de benaming graverijen of groeven zijn ingedeeld door de artikelen 3 en 4 van de op 15 september 1919 gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen".

De in dit artikel en in een aantal andere bepalingen van het ontwerp gebruikte aanhalingstekens zijn overbodig.

*

Met de gemachtigde van de Regering is overeengekomen het opschrift van hoofdstuk II als volgt te lezen : "Ontgrondingsvergunningen".

Artikel 2.

De bedoeling van de Regering, zoals die uit de memorie van toelichting blijkt en door de gemachtigde van de Regering bevestigd is, zou ook volgens deze laatste duidelijker tot uitdrukking komen in de volgende formulering :

.../...

"Artikel 2.-

Ontgrondingsvergunningen worden slechts afgegeven :

- 1° in de ontginningsgebieden of in de uitbreidingen van ontginningsgebieden bepaald in de plannen van aanleg die zijn opgemaakt op grond van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw;
- 2° in de gebieden waar de ontgroning nuttig is voor het verwezenlijken van de bestemming die door de plannen van aanleg gegeven is op grond van dezelfde wet".

Artikel 3.

Het ontwerp stelt een bijzondere procedure in voor de herziening van de plannen van aanleg. Ter wille van de overeenstemming ware het beter die bepalingen in te voegen in de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw. De bepaling van het geamendeerde artikel 3 zou in een artikel 43bis van die wet moeten komen, zoals hierna (hoofdstuk IX) zal worden voorgesteld.

Artikel 4.

Deze bepaling heeft betrekking op tijdelijke ontgrondingen en levert dezelfde problemen op als artikel 14, dat handelt over de ontgrondingsvergunningen en over de vergunningen tot het wijzigen van het reliëf van de bodem. Zij zal besproken worden bij het onderzoek van artikel 14.

.../...

Artikel 5.

§ 1. In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld deze paragraaf als volgt te redigeren :

"§ 1. Gewestelijke commissies en provinciale commissies voor ontgronding van graverijen en groeven worden door de Koning ingesteld.

De Koning bepaalt de samenstelling en de werkwijze van die commissies. Hij kan hun andere bevoegdheden verlenen dan waarin deze wet voorziet.

De desbetreffende koninklijke besluiten worden vastgesteld op de voordracht van de ministers tot wier bevoegdheid onderscheidenlijk de mijnen, graverijen en groeven, de ruimtelijke ordening, de landbouw, de bossen en het leefmilieu behoren".

§ 2. Het is niet geraten in een definitieve wettekst te verwijzen naar de wet van 1 augustus 1974 tot oprichting van gewestelijke instellingen in voorbereiding van de toepassing van artikel 107quater van de Grondwet. Een soepeler systeem wordt voorgesteld, waarin de Koning gemachtigd wordt om gewestelijke commissies in te stellen en hun territoriale bevoegdheid te bepalen.

Paragraaf 2 zou derhalve als volgt kunnen worden geredigeerd :

.../...

"§ 2. De Koning kan gewestelijke commissies instellen waarvan de werkwijze en de bevoegdheid door Hem worden bepaald".

Artikel 6.

Wegens de wijzigingen die worden voorgesteld voor de artikelen 3, 4 en 14 van het ontwerp is het des te minder wenselijk de onder b) en d) bepaalde bevoegdheden te handhaven, daar de opsomming niet limitatief maar enuntiatief is en artikel 5, § 1, de Koning machtigt om de bevoegdheid van de gewestelijke commissies te verruimen.

Met inachtneming van deze opmerking kan artikel 6 als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 6.-

De gewestelijke commissies hebben onder meer tot taak :

- a) een ontginningsprogramma op korte, halflange en lange termijn op te maken voor de hoeveelheden delfstoffen die voor het bedrijfsleven van de gewesten nodig zijn, en dat programma aan de geplande ontgrondingsprojecten te toetsen om te komen tot een goed beheer van de natuurlijke bodemrijdommen;
- b) de bevoegde ministers voor te lichten over alle problemen in verband met de ontgroning van graverijen of groeven;
- c) advies te verstrekken ... naar aanleiding van infrastructuurwerken".

.../...

Artikel 7.

In de Franse tekst van het eerste lid van dit artikel vervange men de woorden "peut faire des suggestions" door de woorden "peut faire des propositions".

Artikel 8.

In het derde lid vervange men het woord "gemachtigde" door "vergunninghouder".

Artikel 13.

Dit artikel zou als volgt moeten beginnen :

"De Koning kan de procedure bepalen die gevolgd moet worden voor de rationele en economische ontgronding van bepaalde ontginningsgebieden".

Artikel 14.

Het ontwerp stelt één procedure vast voor de afgifte van de ontgrondingsvergunning en van de vergunning tot wijziging van het reliëf van de bodem welke bedoeld is in artikel 44 van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw.

Beide vergunningen zullen worden verleend in een zelfde besluit van de bestendige deputatie of, in

.../...

voorkomend geval, van het college van de agglomeratieraad. De in artikel 44 bedoelde vergunning zal dus worden afgegeven volgens een procedure die van het gemeen recht afwijkt.

Ten einde samenloop van procedures te voorkomen, is het verkieslijk die afwijkende procedure niet te beperken tot het enkele geval waarin het gaat om wijziging van het bodemreliëf, maar ze toe te passen voor alle in artikel 44 bedoelde gevallen.

De hele opzet van de genoemde organieke wet berust, wat de afgifte van de vergunningen betreft, op het optreden én van het college van burgemeester en schepenen én van de gemachtigde ambtenaar van de stedenbouw.

Bij het uitwerken van die regeling stond de idee voorop, enerzijds van decentralisatie, daar de gemeente het best op de hoogte is van de plaatselijke toestand, anderzijds van coördinatie, een taak van het bestuur van de stedenbouw.

In de gewone procedure, zoals die geregeld is in de artikelen 45, 46, 53 tot 55 van de organieke wet, ligt de beslissing in eerste aanleg bij het college, onder toezicht van de gemachtigde ambtenaar. In voorkomend geval wordt de zaak voor hoger beroep aanhangig gemaakt bij de bestendige deputatie, terwijl de eindbeslissing bij de Koning ligt. Krachtens artikel 55, § 2, van de organieke wet kunnen het college en de gemachtigde ambtenaar evengoed als de aanvrager bij de Koning in beroep komen.

.../...

Artikel 48 van de organieke wet voorziet in een afwijkende procedure wanneer het gaat om vergunningen die worden aangevraagd door bepaalde publiekrechtelijke rechtspersonen of die betrekking hebben op het aanleggen van installaties en leidingen van openbaar nut. In dat geval wordt de beslissingsmacht overgedragen aan de minister of aan de gemachtigde ambtenaar, met dien verstande dat het college moet worden geraadpleegd.

Nooit treedt het agglomeratiecollege op bij het afgeven van de vergunningen.

De invoering van een nieuwe afwijkende procedure door het ontwerp levert op zichzelf geen principieel bezwaar op, maar geeft aanleiding tot twee opmerkingen, een die de vorm, een andere die de inhoud betreft.

De opmerking over de vorm is dat de nieuwe afwijking moet worden opgenomen in de organieke wet, waar ze een artikel 48ter zou vormen aangezien het ontwerp tot wijziging van andere bepalingen van de wetten op de mijnen, groeven en graverijen (L.12.569/2) in die wet reeds een artikel 48bis invoegt.

Over de inhoud moet opgemerkt worden dat de door het ontwerp voorgestelde afwijking meebrengt dat de beslissingsmacht aan de bestendige deputatie of aan het agglomeratiecollege wordt overgedragen, zonder dat het college van burgemeester en schepenen of de gemachtigde ambtenaar bij het onderzoek van de aanvraag worden betrokken, wat zou ingaan tegen doel en economie van de organieke wet.

.../...

Met het oog op dat bezwaar wordt derhalve, in overleg met de gemachtigde van de Regering, voorgesteld in artikel 14 van het ontwerp bepalingen in te voegen die de voorafgaande raadpleging van het college en van de gemachtigde ambtenaar voorschrijven en hun het recht verlenen om hoger beroep in te stellen.

Bovendien moet in artikel 14 ook melding worden gemaakt van de motiveringsplicht en van de mogelijkheden tot afwijking waarin artikel 55 van de organieke wet voorziet.

Vervolgens verleent artikel 14 de Koning bevoegdheid tot het vaststellen van de procedure inzake de machtiging tot tijdelijke ontgronding, zoals die bepaald is in artikel 4. Deze procedure is onderscheiden van die welke betrekking heeft op de in artikel 2 bedoelde definitieve of voorlopige ontgrondingsvergunning waarvoor ze in de plaats komt. Maar anders dan artikel 14 van het ontwerp bepaalt voor de ontgrondingsvergunning, behoort tot die procedure niet de afgifte van de vergunning die bedoeld is in artikel 44 van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening. Bij stilzwijgen van de wet zou die vergunning dus samen met de machtiging tot tijdelijke ontgronding vereist blijven en volgens de gewone procedure verkregen moeten worden.

Dat blijkt niet de bedoeling van de Regering te zijn.

.../...

Opdat geen dubbele procedure moet worden gevolgd, behoort de tekst van artikel 4 te worden aangevuld zoals hierna is voorgesteld.

Mede ter inachtneming van de algemene economie van de organieke wet dient voorafgaande raadpleging van de gemeente te worden opgelegd.

Met inachtneming van deze opmerkingen, wordt voorgesteld de artikelen 4 en 14 als volgt te redigeren :

"Artikel 4.-

Tijdelijke ontgronding kan in een gebied dat in het gewestplan niet voor ontginning bestemd is, bij ministerieel besluit worden toegestaan wanneer die ontgronding niet langer dan vijf jaar duurt en de staat van het terrein na de ontgronding de in het gewestplan bepaalde bestemming mogelijk maakt.

Dat ministerieel besluit wordt gezamenlijk vastgesteld door de ministers tot wier bevoegdheid onderscheidenlijk de ruimtelijke ordening, de mijnen, graverijen en groeven en, in voorkomend geval, de landbouw of de bossen behoren, en op aanvraag van de gewestelijke commissie voor ontgronding van graverijen en groeven, of die commissie gehoord; het bepaalt de bijzondere ontgrondingsvoorwaarden waarvan sprake is in artikel 14.

Het geldt als de ontgrondingsvergunning die bedoeld is in artikel 1 en als de vergunning die voorgeschreven is in artikel 44 van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw.

Het college van burgemeester en schepenen brengt vooraf, binnen dertig dagen, advies uit. Wordt die termijn niet nagekomen, dan wordt het advies geacht gunstig te zijn".

.../...

"Artikel 14.-

§ 1. De ontgrondingsvergunning en de vergunning bedoeld in artikel 44 van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw worden verleend in een enkel besluit van de bestendige deputatie van de provincieraad of, in voorkomend geval, van het college van de Brusselse agglomeratieraad, op advies van de provinciale commissie.

Dat besluit kan in voorkomend geval gewijzigd, geschorst of ingetrokken worden door de overheid die de vergunning heeft verleend.

De gemachtigde ambtenaar bedoeld in artikel 45, § 1, van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, de mijnningenieur en het college van burgemeester en schepenen brengen vooraf, binnen dertig dagen, hun advies uit. Wordt die termijn niet nagekomen, dan wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 2. Tegen de beslissingen van de bevoegde overheid staat beroep bij de Koning open voor de aanvrager, voor belanghebbende derden, voor de gemachtigde ambtenaar van het bestuur van de stedenbouw en van de ruimtelijke ordening, voor het college van burgemeester en schepenen en voor de leden van de provinciale commissie.

§ 3. De procedure en de nadere regelen inzake toekenning, weigering, wijziging, schorsing en intrekking van de vergunningen en inzake beroep worden door de Koning bepaald.

§ 4. De beslissingen van de bestendige deputatie en van de Koning worden met redenen omkleed.

De vergunning kan worden geweigerd om de redenen, kan worden afhankelijk gesteld van de voorwaarden of kan de afwijkingen toestaan, welke onderscheidenlijk bepaald zijn in de artikelen 45, 46 en 51 van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw.

§ 5. De Koning bepaalt de procedure voor toekenning, weigering, wijziging, schorsing of intrekking van het ministerieel besluit bedoeld in artikel 4, eerste lid".

.../...

Artikel 15.

Zoals overeengekomen is met de gemachtigde van de Regering, redigere men het tweede lid, c) van deze bepaling als volgt : "c) de borgtocht bedoeld in artikel 16".

*

Het opschrift van hoofdstuk VII zou als volgt moeten worden geredigeerd : "Borgtocht en algemene ontgrondingsvoorwaarden".

Artikelen 16 en 17.

In overleg met de gemachtigde van de Regering wordt voorgesteld deze artikelen als volgt te redigeren :

"Artikel 16.-

De houder van een ontgrondingsvergunning moet vóór de aanvang van het werk borgtocht stellen tot zekerheid van het nakomen van zijn verplichtingen met betrekking tot het wederaanleggen van het terrein. Die borgtocht bestaat in de hoofdelijke en onherroepelijke waarborg van een door de bestendige deputatie van de provincieraad of door het college van de Brusselse agglomeratieraad, al naar het geval, erkende financiële instelling, tot het overeenkomstig dit artikel bepaalde bedrag.

De Koning bepaalt de wijze van berekening van de borgtocht.

Artikel 17.-

De Koning stelt de nadere regelen inzake gehele of gedeeltelijke kwijting, door de bestendige deputatie van de provincieraad of door het college van de Brusselse agglomeratieraad, al naar het geval, verleend aan de exploitant die al zijn verplichtingen betreffende de wederaanleg van het terrein nagekomen is, alsook de nadere regelen inzake het aanspreken van de borg wanneer dezelfde overheid vaststelt dat die verplichtingen niet zijn nagekomen.

Voor de exploitant staat beroep open tegen de in dezen genomen beslissingen. De Koning stelt de nadere regelen inzake dat beroep".

Artikel 19.

De bedoeling van de Regering zou volgens haar gemachtigde beter weergegeven worden in de volgende lezing voor het eerste lid van § 1 :

"Buiten deze straf beveelt de rechtbank op vordering van de door de Koning aangewezen ambtenaar of, al naar het geval, van de bestendige deputatie van de provincieraad of van het college van de Brusselse agglomeratie, in gemeenschappelijk overleg tussen de ambtenaar en de bestendige deputatie of het college in de gevallen bedoeld onder b) :

- a) ofwel de plaats in dezelfde staat te herstellen
- b) ofwel aanpassingswerken uit te voeren".

In § 2, vervange men de woorden "het college van de Brusselse agglomeratieraad" door "het college van de Brussels agglomeratie".

Artikel 20

In dit artikel moet worden gelezen :

"Behalve de officieren van gerechtelijke politie, zijn ... bevoegd om overtreding van artikel 1 van deze wet en niet-naleving van de krachtens artikel 15 gestelde voorwaarden ...".

.../...

Artikel 21.

Ook volgens de gemachtigde van de Regering zou het eerste lid duidelijker als volgt kunnen worden geredigeerd :

"De door de Koning aangewezen ambtenaar of, al naar het geval, de bestendige deputatie van de provincieraad of het college van de Brusselse agglomeratieraad, kan voor de rechtbank van eerste aanleg vorderen :

- a) ofwel dat de plaats in dezelfde staat wordt hersteld;
- b) ofwel, maar dan in gemeenschappelijk overleg tussen de ambtenaar en de bestendige deputatie of het college, dat aanpassingswerken worden uitgevoerd".

In het tweede lid moet worden gelezen : "de ... wijze van herstel".

Artikel 22.

De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat de woorden "van de bekrachtigingsbeslissing" in het vierde lid en de woorden "de bekrachtigingsbeslissing" in het vijfde lid moeten vervallen.

Het vierde lid zou bovendien als volgt moeten beginnen :

"De hiervoren genoemde officieren, ambtenaren en beambten zijn gemachtigd tot het nemen van alle maatregelen, verzegeling inbegrepen, om te voorzien in ...".

Het slot van het voorlaatste lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"... of met de beschikking van de voorzitter, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand, onverminderd de straffen bepaald in artikel 18".

HOOFDSTUK IX.

Zoals bij de bespreking van artikel 3 is opgemerkt, dient in de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw een artikel 43bis te worden ingevoegd waarin het voorschrift van die bepaling wordt opgenomen. In die tekst moeten evenwel wijzigingen worden aangebracht die door de hierna volgende opmerkingen verantwoord zijn.

1. Artikel 43, vierde lid, van de genoemde wet luidt : "De bepalingen betreffende het opmaken van de plannen van aanleg zijn mede van toepassing op de herziening ervan".

In tegenstelling met artikel 3 van het ontwerp wordt in het door de Raad van State voorgestelde artikel 43bis derhalve naar artikel 9 van die wet slechts verwezen voor de afwijking van de normale procedure welke het inzake de termijnen invoert, voor het overige blijft die procedure van rechtswege gelden krachtens artikel 43, vierde lid.

2. In verband met de inkorting van de proceduretermijnen waarin artikel 3 voorziet en waarover de memorie van toelichting uitleg verschaft, zijn twee opmerkingen te maken.

Ieder besluit waarbij de Koning op eigen initiatief beslist dat een plan van aanleg wordt herzien, moet krachtens artikel 43, eerste lid, van de organieke wet weliswaar met redenen worden omkleed.

.../..

Voor de inkorting van de proceduretermijnen zou er niettemin, wegens de ernst van die maatregel, een specifieke motivering moeten zijn.

Bovendien zou de wet voor de inkorting van de termijnen een grens moeten bepalen, wil men voorkomen dat de wettelijke formaliteiten, of het nu gaat om het openbaar onderzoek of om de raadplegingen, ten gevolge van die inkorting nutteloos gaan worden.

3. Artikel 3, tweede lid, van het ontwerp bepaalt

"De in het vorige lid bedoelde herziening geschiedt overeenkomstig de bepalingen van artikel 9, derde, vierde, vijfde en zevende lid van de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, met dien verstande dat de bij deze bepalingen gestelde termijnen door de Koning mogen ingekort worden".

Deze bepaling wordt in het door de Raad van State voorgestelde artikel 43bis niet overgenomen om de volgende redenen :

Artikel 2 van het ontwerp, zoals het in de memorie toegelicht wordt, handelt over twee gevallen waarin een definitieve ontgrondingsvergunning zal kunnen worden afgegeven : het bestaan van een ontginningsgebied (koninklijk besluit van 28 december 1972, artikel 17, nr. 6.3.) of van een uitbreiding van ontginningsgebied (zelfde besluit, artikel 18, nr. 7.1.), die op het gewestplan voorkomen, of nog het bestaan van een gebied waar de ontgronding nuttig is voor het verwezenlijken van de bestemming die voorkomt in het plan van aanleg.

In dit laatste geval is het bedoelde plan van aanleg vaak een gemeentelijk plan, binnen de grenzen waarvan de ontgronding alleen als voorbereiding verantwoord is. Het lijkt niet noodzakelijk in een dergelijk geval, aan de Koning buiten de omstandigheden waarin artikel 43 reeds voorziet, de bevoegdheid te verlenen om ambtshalve de herziening van zulk een plan te bevelen, aangezien de ontgronding uiteraard behoort tot de modaliteiten van uitvoering van dat plan, zoals die uit de huidige inhoud ervan volgen.

In het geval dat de ontgronding samenvalt met de grenzen van een ontginningsgebied of van een uitbreiding van ontginningsgebied voorkomende op het gewestplan zoals dit eventueel zal worden herzien, lijkt het onnodig de Koning in een bijzondere bepaling te machtigen om ambtshalve de herziening van de gemeentelijke plannen van aanleg of van de verkavelingsvergunningen betreffende hetzelfde gebied te bevelen, daar artikel 43, derde lid, reeds bepaalt dat de Koning ambtshalve kan beslissen dat zodanige plannen of vergunningen worden herzien indien : "1. het gemeentelijk plan of de verkavelingsvergunning niet meer in overeenstemming is met een streek- of gewestplan dat verordenende kracht heeft verworven".

Vervolgens wil artikel 2, § 2, van de organieke wet dat, zodra het ontwerp van gewestplan goedgekeurd is bij ministerieel besluit, dit laatste de uitwerking van de vroeger goedgekeurde gemeentelijke plannen van aanleg schorst in zoverre de voorschriften ervan niet meer in overeenstemming zijn met dat ontwerp.

.../...

Met inachtneming van deze opmerkingen en van de hiervoren gemaakte opmerkingen bij de artikelen 4 en 14, geeft de Raad van State de volgende tekst in overweging voor het artikel dat tot doel heeft, onder hoofdstuk IX van het ontwerp een artikel 43bis en een artikel 48ter in te voegen in de wet houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw :

"Artikel

In de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw worden een artikel 43bis en een artikel 48ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 43bis.

Op verzoek van de gewestelijke commissie voor ontgronding van graverijen en groeven, of deze commissie gehoord, en op de gezamenlijke voordracht van de ministers tot wier bevoegdheid onderscheidenlijk de ruimtelijke ordening en de stedenbouw en de mijnen, graverijen en groeven behoren, kan de Koning beslissen dat een gewestplan geheel of gedeeltelijk wordt herzien opdat daarin een ontginningsgebied of een uitbreiding van ontginningsgebied wordt opgenomen.

In dat geval kan het koninklijk besluit dat de herziening voorschrijft, op voorwaarde dat het op dat punt met redenen omkleed is, de in artikel 9, vierde en vijfde lid, bepaalde termijnen inkorten, maar dan tot niet minder dan dertig dagen voor het openbaar onderzoek en het advies van de regionale commissie van advies, en niet minder dan vijftien dagen voor het advies van de bestendige deputaties en van de gemeenteraden.

Artikel 48ter.

In afwijking van artikel 44 wordt de vergunning afgegeven zoals bepaald is in artikel 14 van de ontgrondingenwet van ... betreffende de delfstoffen gerangschikt onder het regime van de graverijen en groeven, wanneer ze wordt aangevraagd samen met een ontgrondingsvergunning of een machtiging tot tijdelijke ontgronding"

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN,
de Heren :

P. TAPIE,
Ch. HUBERLANT,

R. PIRSON,

F. RIGAUX,

Madame : J. TRUYENS,
Mevrouw :

De kamer was samengesteld uit

président,
voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. J. FORTPIED, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. FORTPIED, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS.

J. MASQUELIN.